

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1786

18 juillet 2015

SOMMAIRE

Archi Tech Lighting SA	85687	Phoenix Participations S.A.	85688
Bilouto Fin S.A.	85687	Pirama Company S.A.	85686
Gastrom Schmëtt S.A.	85728	Point Partners Limited Partnership	85686
Hämelmaous S.A.	85728	Polma 1 S.A.	85686
JCSS Mike S.à r.l.	85690	REBIRTH International S.à r.l.	85690
Language Tuition Group S.à r.l.	85694	REF Eastern European Opportunities Luxem- bourg S.à r.l.	85690
Languard S.A.	85715	Regal Holdings Company S.A.	85690
Luxembourg Investment Company 44 S.à.r.l.	85707	Resiterra Invest	85685
Max Planck Institute Foundation Luxemburg	85702	Royalty Opportunities Feeder S.A.	85684
Mensa Luxembourg a.s.b.l.	85688	Satimood S.à r.l.	85685
MercLin II SICAV	85687	Simon CP 2	85713
MHE Properties S.à r.l.	85691	Simon International Finance	85713
Migar Investments S.à r.l.	85689	UnoEuro S.A.	85682
Miro Holdings S.A.	85689	Valad French Holdings S.à r.l.	85684
Mistral S.à r.l.	85689	Vasco Invest S.A.	85682
Naias Holding Co S.A.	85685	VICTAULIC International S.à r.l.	85682
Nemera Development	85685	Vindiove Robur S.A.	85683
New Dawn EPP Issuer Co S.A.	85684	Waterslim Holding S.à r.l.	85682
NW Europe Holdings S.à r.l.	85708	West Hollywood Investments S.à.r.l.	85682
Orkor Luxco 2 S.à r.l.	85683	West Hollywood Investments S.à.r.l.	85683
Oteli Europe S.à r.l.	85683	WP Roaming Holdings S.A.	85688
Peralva S.à r.l.	85684	Xenios Holdings Co S.A.	85683

UnoEuro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8265 Mamer, 55, rue François Trausch.
R.C.S. Luxembourg B 124.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015076379/9.

(150086866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Vasco Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4407 Belvaux, 27, rue Sigefroi.
R.C.S. Luxembourg B 122.857.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015077463/10.

(150087937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

West Hollywood Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 158.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2015077477/10.

(150088577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Waterslim Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 140.810.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015077474/11.

(150088644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

VICTAULIC International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 484.616.380,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.506.

Il est à noter la nouvelle adresse de l'Associé de la Société, AHR Limited, comme suit:

- AHR Limited, B2, Industry Street, Qormi, QRM3000 Malta

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VICTAULIC International S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Domiciliation Agent

Référence de publication: 2015077468/14.

(150088621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Vindiove Robur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 174.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077469/9.
(150087240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

West Hollywood Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 158.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Value Partners S.A.
Référence de publication: 2015077478/10.
(150088578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Xenios Holdings Co S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 103.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2015.
Référence de publication: 2015077490/10.
(150087930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Oteli Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 139.225.

Les statuts coordonnés au 8 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Marc Loesch
Notaire
Référence de publication: 2015076241/11.
(150086291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Orkor Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.
Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.728.

EXTRAIT

L'associé unique, par résolutions écrites datées du 15 mai 2015, a décidé d'accepter la démission de Madame Fan Lixia en tant que gérant de la Société ainsi que la nomination, avec effet immédiat, de Monsieur Bo Jin, demeurant professionnellement 37-39, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une période indéfinie.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orkor Luxco 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015076239/14.
(150086788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Valad French Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 123.823.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015076387/9.
(150086974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Royalty Opportunities Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 160.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ROYALTY OPPORTUNITIES FEEDER S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015076305/11.
(150087015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Peralva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 76.150.

Résolutions prises par l'associé unique en date du 21 mai 2015

L'associé unique a pris la décision de transférer le siège social de la société de 1, rue Joseph Hess, L-1732 Luxembourg à L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon, avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Référence de publication: 2015076272/12.

(150086664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

New Dawn EPP Issuer Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 156.912.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 20 Mai 2015 que:

- Monsieur Thomas Morana, employé, né le 14 juin 1982 à Huy, Belgique et ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur de la Société en remplacement de Mr. Manuel Mouget, administrateur démissionnaire.

- Monsieur François Pfister, employé, né le 25 Octobre 1961 à Uccle, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 2-4 Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur de la Société en remplacement de Mr. Stefan Oostvogels, administrateur démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui aura lieu en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mai 2015.

Pour la société

T. Morana

Administrateur

Référence de publication: 2015076214/22.

(150087223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Nemera Development, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.334.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nemera Development

Référence de publication: 2015076213/10.

(150086631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Naias Holding Co S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 51.307.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015076220/10.

(150086555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Satimood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 162.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 113.009.

EXTRAIT

En date du 19 mai 2015, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Samuel Haas en tant que gérant est acceptée avec effet au 19 Mai 2015.

Luxembourg, le 19 Mai 2015.

Pour extrait conforme

Andreas Brückmann

Référence de publication: 2015076316/14.

(150087356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Resiterra Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.009.

Extrait de la résolution circulaire du conseil d'administration en date du 24 avril 2015

Résolutions:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L- 1855 Luxembourg, avec effet au 20/03/2015.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs suivants ont également changé avec effet au 20/03/2015:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour extrait conforme

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015076298/20.

(150087045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Point Partners Limited Partnership, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.410.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 mai 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015076252/17.

(150086560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Pirama Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3440 Dudelange, 30, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.447.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 20 Mai 2015.

Première résolution

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de Monsieur Aziz EL MANEGHOUDI de sa fonction d'administrateur et d'administrateur délégué.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Sylvain BLUM, né le 17 février 1955 à Reims (F), demeurant professionnellement 30 Avenue Grande Duchesse Charlotte L-3440 DUDELANGE, aux fonctions d'administrateur et d'administrateur délégué. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

FIDCOSERV S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015076277/18.

(150086991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Polma 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 115.941.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 28 avril 2015

L'Assemblée Générale a pris connaissance de la démission de HRT Révision S.A., en date du 30 avril 2015, en tant que commissaire aux comptes de la Société.

L'Assemblée Générale a pris connaissance de la nomination de la Fiduciaire d'expertise comptable et de révision Everard-Klein immatriculée au RCS sous le numéro B063706 et dont le siège social se trouve au 83, rue de la Libération L-5969 Itzig.

Cette nomination est valable à partir du 30 avril 2015 et ce jusqu'à l'assemblée annuelle d'approbation des comptes 2015 qui aura lieu en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour la Société

Mandataire

Référence de publication: 2015077245/19.

(150088500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

MercLin II SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.351.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 15 avril 2015

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Vincent Planche, Stéphane Mercier, Jean Sanders et John Pauly, en qualité d'administrateurs, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016;
2. de réélire KPMG Luxembourg, Société Coopérative., en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Pour MERCLIN II SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015078675/17.

(150089846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Archi Tech Lighting SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarriere.
R.C.S. Luxembourg B 90.867.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 2015

- 1) L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Messieurs Pascal KOWALSKI, Frédéric PARISOT (Président) et Yves BARBI jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.
- 2) Renouvellement du mandat d'administrateur-délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021 de M. Yves BARBI.
- 3) Mise à jour de l'adresse de M. Yves BARBI, administrateur et administrateur-délégué: 14, impasse de la Corrèze F-57100 Thionville.
- 4) L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021, de Monsieur Paul GRANGIER, demeurant professionnellement 1 Bis Grand Rue à F-54150 Mance.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015076528/18.

(150088576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Bilouto Fin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 150.187.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 20 mars 2015

Résolutions:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet immédiat:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour le Conseil d'Administration

- / JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015076599/19.

(150087791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

WP Roaming Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 125.022.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 858 du 11 mai 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WP Roaming Holdings S.A., en liquidation volontaire
Signature

Référence de publication: 2015078118/14.

(150089870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Phoenix Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 70.150.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015077241/15.

(150087489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Mensa Luxembourg a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 167, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg F 1.702.

—
Art. 11.

a) La gestion de l'association est assumée par le conseil d'administration qui comporte:

- le président de l'association
- un vice-président
- un secrétaire
- un trésorier
- de 1 à 7 administrateurs.

Les administrateurs tel que définis ci-avant sont nommés jusqu'aux élections qui auront lieu au plus tard le 30 juin 2002. Ils sont éligibles et rééligibles tous les deux ans.

La désignation du premier conseil d'administration se fera sans convocation, immédiatement après la constitution de l'association.

b) Deux mois avant l'échéance du renouvellement du conseil d'administration, le secrétariat fera parvenir à chacun des Membres associés un formulaire d'invitation à se présenter comme candidat.

Les candidatures seront reçues par le secrétariat qui en diffusera la liste auprès de tous les Membres de l'association.

Le seul mode de scrutin autorisé pour l'élection du conseil d'administration est le vote par l'Assemblée Générale.

c) Les candidats à un poste donné seront élus à la majorité simple.

d) Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés exclusivement à l'assemblée générale sont attribués au conseil d'administration.

Référence de publication: 2015076190/25.

(150087288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Mistral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 87.672.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mai 2015.

Mistral S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2015076177/14.

(150086945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Migar Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Schaeffer.
R.C.S. Luxembourg B 175.498.

EXTRAIT

L'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1) Transfert du siège social de la société du 44, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, au 21-25, Allée Schaeffer, L-2520 Luxembourg

2) Révocation de l'ancien conseil de gérance;

3) Nomination du nouveau gérant unique:

- Monsieur Divan GARAU, né le 20 avril 1974 à Tempio Pausania (OT) (Italie) demeurant à Via S. Pertini n°1, Perfugas (SS) (Italie).

Le mandat de nouveau gérant unique prendra fin le 31 décembre 2020.

Luxembourg, le 5 mai 2015.

Référence de publication: 2015076194/17.

(150087325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Miro Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 164.167.

En date du 16 Mars 2015, l'Assemblée Générale a décidé à l'unanimité la décision suivante:

Organe: Conseil d'administration

De rayer:

Andreas Capital Suxeskey S.A.

RCS: B43522

Adresse: 10-12 Rue de Medernach, L-7619 Larochette

Fonction: Administrateur

De inscrire:

Andreas Management Services S.à r.l.

RCS: B179712

Adresse: 10-12 Rue de Medernach, L-7619 Larochette

Fonction: Administrateur

Pouvoir de signature: La signature de deux administrateurs

Mandat: Déterminée

Mandat: jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

Larochette, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015076174/23.

(150087335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Regal Holdings Company S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 41.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2015.

Référence de publication: 2015077293/10.

(150087934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

JCSS Mike S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 196.394.

Les statuts coordonnés au 28 avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015077799/11.

(150089545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

REF Eastern European Opportunities Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.506.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 7 mai 2015:

- Nomination de M. Yves Cheret, résidant au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Luxembourg, né le 1^{er} mai 1966 à Eupen, Belgique en qualité de gérant avec effet immédiat et pour une période de temps illimité.

- M. Frits Carlsen a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Yves Cheret, gérant

- M. Sanjeev Jewootah, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077291/16.

(150088735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

REBIRTH International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Schaeffer.
R.C.S. Luxembourg B 175.650.

EXTRAIT

L'associé unique de la société a pris la résolution suivante:

1) Transfert du siège social de la société du 44, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, au 21 - 25, Allée Schaeffer, L-2520 Luxembourg

2) Révocation de l'ancien gérant unique;

3) Nomination du nouveau gérant unique:

- Monsieur Giacomina DI CARA, né le 01 février 1974 à Palermo (Italie) demeurant à Via Deodato Pier Luigi n°20, Palermo (Italie).

Le mandat de nouveau gérant unique prendra fin le 31 décembre 2020.

Luxembourg, le 5 mai 2015.

Référence de publication: 2015077290/17.

(150088646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

MHE Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 350.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 191.203.

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of the month of May,
before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of MHE Properties S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 191.203 and having a share capital of three hundred fifty thousand Euro (EUR 350,000.-) (the Company or the Absorbed Company). The registered office and central administration of the Company have been transferred to Luxembourg on October 9, 2014 pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3469 dated November 20, 2014. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the date of the transfer of the registered office and central administration of the Company.

There appeared,

Mr. Mohammad Hossein EDHAIE, Manager, born on October 23rd, 1950 in Teheran (Iran), residing at L-1858 Luxembourg, 24, rue de Kirchberg (the Sole Shareholder).

Such appearing party has requested the notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Acknowledgement of the resolutions taken by the board of managers of the Company on March 23, 2015 (the Board Resolutions); (ii) acknowledgement of the merger report of the board of managers of the Company dated March 23, 2015 (the Merger Report); (iii) approval of the draft common terms and conditions of the merger adopted by the boards of managers of the Company and of Hadan S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 28.924 and having a share capital of one hundred thirty-five thousand one hundred one Euro (EUR 135,101.97), as absorbing company (Hadan), on March 23, 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 828 on March 26, 2015 (the Merger Proposal); and (iv) approval of the merger between the Company and Hadan (together, the Companies), whereby following to the dissolution without liquidation of the Company, all its assets and liabilities will be transferred to Hadan by operation of law in accordance with article 274 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Law), as described in the Merger Proposal (the Merger).

2. Acknowledgment of the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9 and article 273 of the Companies Law.

3. Granting of all powers to the board of managers of the Company, to any lawyer or employee of Beerens & Avocats and/or to any employee of notary Cosita Delvaux to carry out publicity measures and all other steps required to implement the Merger.

4. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder, acting in his capacity as manager of the Company, confirms that:

- A. The Merger Proposal has been jointly drawn up by the boards of managers of the Absorbed Company and of Hadan and has been signed by all the members of the respective board of managers on March 23, 2015; such Merger Proposal has been recorded under private seal, has been filed with the Luxembourg RCS and has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 828 of March 26, 2015, i.e. at least one month before the date of the present Meeting.

- B. The Merger Report has been drawn up by the board of managers of the Company and has been signed by all the members of the board of managers of the Company on March 23, 2015 describing the reasons for the Merger, the exchange ratios, the anticipated consequences for the respective activities of each of the Absorbed Company and Hadan and any legal, economic and social related implications of the Merger.

- C. A merger report has also been drawn up by the board of managers of Hadan and has been signed by all the members of the board of managers of Hadan on March 23, 2015.

D. In accordance with article 266(5) of the Companies Law, the shareholders of the Company and Hadan have waived the examination of the Merger Proposal by the independent auditors and the audit reports required by article 266 (1) and (2) of the Companies Law.

E. The respective documents required pursuant to article 267 of the Companies Law, have been deposited at the registered office of each of the Company and Hadan, for inspection by the shareholders and those persons having special rights against any of the Company or Hadan, at least one month prior to the date of the present Meeting and the general meeting of shareholders of the Company.

F. In accordance with article 273 of the Companies Law, the Merger will take effect toward third parties on the date of the publication made in accordance with article 9 of the Companies Law of the minutes of the present Meeting.

G. The appearing person mentioned above presented the Merger Report, a copy of the Merger Report, after having been signed *ne varietur* by the appearing person mentioned above and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

IV. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First Resolution:

After having acknowledged the Board Resolutions and the Merger Report, the Sole Shareholder resolves to approve the Merger Proposal and the Merger.

Second Resolution:

The Sole Shareholder acknowledges the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9 and article 273 of the Companies Law.

Third Resolution:

The Sole Shareholder grants all powers to any member of the board managers of the Company, to any lawyer or employee of Beerens & Avocats and/or to any employee of notary Cosita Delvaux, each of them acting individually, to carry out any and all publicity measures and to perform any other steps required or actions of whatever kind which are deemed necessary or useful to fully to implement the Merger.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand six hundred fifty Euro (EUR 1,650.-).

Notarial certification

In accordance with article 271 of the Companies Law, the notary certifies the legality of the present Merger and all acts, documents and formalities incumbent upon the Company pursuant to the Companies Law.

The notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the appearing party, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said appearing party signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatrième jour du mois de mai,
par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de MHE Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 191.203 et ayant un capital social de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000,-) (la Société ou la Société Absorbée). Le siège social et l'administration centrale de la Société ont été transférés au Luxembourg le 9 octobre 2014 suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3469 daté du 20 novembre 2014. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la date du transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société.

A comparu,

M. Mohammad Hossein EHDAIE, Gérant, né le 23 octobre 1950 à Téhéran (Iran), demeurant à L-1858 Luxembourg, 24, rue de Kirchberg, (l'Associé Unique).

Laquelle partie comparante a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. (i) Prise d'acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société le 23 mars 2015 (les Résolutions du Conseil); (ii) prise d'acte du rapport de fusion du conseil de gérance de la Société daté du 23 mars 2015 (le Rapport de Fusion); (iii) approbation du projet commun de fusion adopté par les conseils de gérance de la Société et de Hadan S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 28.924 et ayant un capital social de cent trente-cinq mille cent un euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 135.101,97), en tant que société absorbante (Hadan), le 23 mars 2015 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 828 du 26 mars 2015 (le Projet de Fusion); et (iv) approbation de la fusion entre la Société et Hadan (ensemble, les Sociétés), par laquelle suite à la dissolution sans liquidation de la Société, la totalité de ses actifs et passifs seront transférés par effet de la loi à Hadan conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion).

2. Prise d'acte de la réalisation de la Fusion conformément aux dispositions de l'article 9 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés.

3. Délégation de tous pouvoirs au conseil de gérance de la Société, à tout avocat ou employé de l'étude d'avocats Beerens & Avocats et/ou à tout employé du notaire Cosita Delvaux pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires pour la mise en oeuvre de la Fusion.

4. Divers.

III. Que l'Associé Unique, agissant en sa qualité de gérant de la Société, confirme que:

A. Le Projet de Fusion a été rédigé conjointement par les conseils de gérance de la Société Absorbée et de Hadan et a été signé par tous les membres des conseils de gérance des sociétés respectives le 23 mars 2015; ce Projet de Fusion a été enregistré par un acte sous seing privé, a été déposé au RCS de Luxembourg et a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 828 du 26 mars 2015, c'est-à-dire au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

B. Le Rapport de Fusion, décrivant les raisons de la Fusion, les rapports d'échange, les conséquences anticipées pour les activités respectives de la Société Absorbée et de Hadan et toute implication juridique, économique et sociale liée à la Fusion, a été rédigé par le conseil de gérance de la Société et a été signé par tous les membres du conseil de gérance de la Société le 23 mars 2015.

C. Un rapport de fusion a également été rédigé par le conseil de gérance de Hadan et a été signé par tous les membres du conseil de gérance de Hadan le 23 mars 2015.

D. Conformément à l'article 266(5) de la Loi sur les Sociétés, les associés de la Société et de Hadan ont renoncé à l'examen du Projet de Fusion par un réviseur d'entreprises indépendant et à son rapport tels que requis par l'article 266(1) et (2) de la Loi sur les Sociétés.

E. Les documents respectifs exigés par l'article 267 de la Loi sur les Sociétés ont été déposés au siège social de la Société et de Hadan, pour inspection par les associés et les personnes ayant des droits spéciaux envers la Société ou Hadan, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée et l'assemblée générale des associés de la Société.

F. Conformément à l'article 273 de la Loi sur les Sociétés, la Fusion deviendra effective vis-à-vis des tiers à la date de publication du procès-verbal de la présente Assemblée conformément à l'article 9 de la Loi sur les Sociétés.

G. La partie comparante mentionnée ci-avant a présenté le Rapport de Fusion, une copie dudit Rapport de Fusion, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante mentionnée ci-avant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

IV. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première Résolution:

Après avoir pris acte des Résolutions du Conseil et du Rapport de Fusion, l'Associé Unique décide d'approuver le Projet de Fusion ainsi que la Fusion.

Deuxième Résolution:

L'Associé Unique prend acte de la réalisation de la Fusion conformément aux dispositions de l'article 9 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés.

Troisième Résolution:

L'Associé Unique confère tous pouvoirs à tout membre du conseil de gérance de la Société, à tout avocat ou employé de l'étude d'avocats Beerens & Avocats et/ou à tout employé du notaire Cosita Delvaux, chacun d'eux agissant individuellement, pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires ou utiles pour la mise en oeuvre de la Fusion.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à mille six cent cinquante (EUR 1.650,-).

Déclaration du notaire

Conformément à l'article 271 de la Loi sur les Sociétés, le notaire déclare attester de l'existence et de la légalité de la présente Fusion et de tous actes, documents et formalités incombant à la Société conformément à la Loi sur les Sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états civils et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. H. EDHAIE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14066. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076193/181.

(150086227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Language Tuition Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 196.984.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen on the seventh day of May

Before Us Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in the British Virgin Islands under the denomination of "Language Tuition Group Limited", and having its registered office at Morgan & Morgan Building, Sir Francis Drake Highway, Pasea Estate, P.O. Box 958 Road Town, Tortola (British Virgin Islands), hereinafter referred to as the "Company", incorporated under the British Virgin Islands Laws on the 4th March 2003, registered with the BVI Business Company Act, 2004, Company number 535735.

The meeting is composed of the two shareholders:

- "Infides (New Zealand) Limited as Trustees of the Paradigma Trust", a limited liability company existing and organised under the laws of New Zealand, with registered office address at Level 6, Whk Gosling Chapman Tower, 51-53 Shortland Street, Auckland 1010, New-Zealand,

- Mr. Stefano Marra, born on 23 July 1968 in Milan (Italy) with residential address at 16A Seymour Walk, London, SW10 9NF, United Kingdom,

Duly represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing in Schouweiler, by virtue of two proxies given under private seal.

The aforesaid proxies, being initialled "ne varietur" by the proxyholders and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

After the foregoing was approved by the meeting, the Shareholders decides what follows:

First resolution

The general meeting ratifies by unanimous vote the declaration taken by the sole manager on February 12, 2015, by which she declared that the registered office and principal establishment of the company be changed with effect from today from the British Virgin Islands to Luxembourg.

A copy of the declaration of the sole manager of the Company, transferring the registered office to Luxembourg, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The general meeting decides to transfer the registered office of Language Tuition Group Limited from Tortola, British Virgin Islands to Luxembourg, without any dissolution and the simultaneous transformation of Language Tuition Group

Limited into a company of Luxembourg nationality to continue to operate under the name of “Language Tuition Group S.à.r.l.”.

Third resolution

The general meeting resolves to set the share capital at EUR 12,500.- divided into 125 shares with a nominal value of EUR 100.- each.

A declaration signed by the sole manager as well as a recent balance sheet of the Company attest that the net assets are at least equal to EUR 12,500.-.

Fourth resolution

The general meeting resolves to amend the Articles of Association, which after total update to conform them to the Luxembourg law will have henceforth the following wording:

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Language Tuition Group S.à.r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favor or relate to its object.

4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty five (125) shares in registered form with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more Luxembourg resident managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by any manager of the Company.

9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Fifth resolution

The general meeting appoints the following persons as managers with immediate effect and for an unlimited period of time:

- Mr Massimo Raschella, born on 16 April 1978 in Differdange (Luxembourg), professionally residing at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg

- Mr Yannick Monardo, born on 8 January 1984 in Saint-Avold (France) professionally residing at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg

- Mr Antoine Widehen, born on 1st March 1986 in Cambrai (France) professionally residing at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg

Sixth resolution

The general meeting confirms that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments of the company previously of British Virgin Islands nationality.

Ninth resolution

The general meeting of shareholders confirms by unanimous vote the establishment of the registered office at L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sept mai.

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "Language Tuition Group Limited", ayant son siège social à Morgan & Morgan Building, Sir Francis Drake Highway, Pasea Estate, P.O. Box 958 Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), ci-après dénommée "La société", constituée sous le droit des Iles Vierges Britanniques, en date du 4 mars 2003, immatriculée au BVI Business Company Act sous le numéro 535735.

L'assemblée est composée des deux associés:

- "Infides (New Zealand) Limited as Trustees of the Paradigma Trust", une société de droit limité établie et existant sous le droit de la Nouvelle-Zélande, ayant son siège social au Whk Gosling Chapman Tower, 51-53 Shortland Street, Auckland 1010, Nouvelle-Zélande,

- Monsieur Stefano Marra, né le 23 juillet 1968 à Milan (Italie) résidant au 16A Seymour Walk, Londres, SW10 9NF, Royaume-Uni,

Ici représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Schouweiler, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Les associés, qui exercent les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés, requiert le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale ratifie par un vote unanime la déclaration prise par le gérant unique le 12 février 2015, par laquelle elle déclare que le siège de la société est transféré avec effet à la date de ce jour des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg

Une copie de la déclaration du gérant unique de la société reprenant la décision de transférer le siège social à Luxembourg après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Seconde résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Language Tuition Group Limited de Tortola (Iles Vierges Britanniques) à Luxembourg, sans dissolution préalable, avec transformation simultanée de Language Tuition Group Limited en une société de nationalité luxembourgeoise et continuation de ses activités sous le nom «Language Tuition Group S.à.r.l.».

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de fixer le capital social à EUR 12.500,- divisé en 125 parts d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune.

Il résulte d'une attestation du gérant unique de la société et d'un bilan récent que l'actif net de la société est au moins égal à EUR 12.500,-

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts, qui, après refonte totale pour les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois, auront désormais la teneur suivante:

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Language Tuition Group S.à.r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros), représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants résidants du Grand-Duché de Luxembourg, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature de tout gérant ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Cinquième résolution

L'assemblée générale nomme les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée illimitée:

- Monsieur Massimo Raschella, né le 16 avril 1978 à Differdange (Luxembourg), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg
- Monsieur Yannick Monardo, né le 8 janvier 1984 à Saint-Avold (France) résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg
- Monsieur Antoine Widehen, né le 1^{er} mars 1986 à Cambrai (France) résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg

Sixième résolution

L'assemblée générale confirme que tous les actifs et passifs de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques restent sans limitation et dans leur intégralité la propriété de la société luxembourgeoise, laquelle continuera à être propriétaire de tous les actifs et à être obligée par tous les passifs et engagements de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

Septième résolution

L'assemblée générale des actionnaires confirme à l'unanimité l'établissement du siège social au L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 mai 2015. Relation: EAC/2015/10700. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015076128/405.

(150087464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Fondation.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg G 219.

—
Annual accounts as at 31 December 2014

Balance sheet as at 31 December 2014

(Denominated in EUR)

	Notes	31.12.2014 EUR	31.12.2013 EUR
ASSETS			
A. Subscribed capital unpaid	8	0,00	250.000,00
C. Fixed assets	2.3		
I. Intangible fixed assets	3		
2. Concessions, patents, licences, trademarks and similar rights and assets, if they were:			
a) acquired for valuable consideration and need not to be shown under C.1.3		164.848,13	160.271,49
		<u>164.848,13</u>	<u>160.271,49</u>
II. Tangible fixed assets	4		
1. Land and buildings		117.937,36	77.908,94
2. Plant and machinery		11.043,03	14.020,69
3. Other fixtures and fittings, tools and equipment		1.198.956,91	999.571,40
4. Payments on account and intangible fixed assets under development		133.770,12	43.329,00
		<u>1.461.707,42</u>	<u>1.134.830,03</u>
III. Financial fixed assets	5		
6. Loans and claims held as fixed assets		23.570,00	23.570,00
		<u>23.570,00</u>	<u>23.570,00</u>
D. Current assets	2.4		
II. Debtors	6		
1. Trade receivables			
a) becoming due and payable within one year		82.436,84	119.509,28
4. Other receivables			
a) becoming due and payable within one year	14	932.883,20	1.439.276,71
IV. Cash at bank, cash in postal cheque accounts, cheques and cash in hand		1.610.511,26	509.636,63
		<u>2.625.831,30</u>	<u>2.068.422,62</u>
E. Deferred charges	2.5,7	66.793,86	88.638,03
Total Assets		<u>4.342.750,71</u>	<u>3.725.732,17</u>
	Notes	31/12/2014 EUR	31/12/2013 EUR
LIABILITIES			
A. Equity			
I. Subscribed capital	8	250.000,00	250.000,00
VI. Result for the financial year		0,00	0,00
VIII. Capital Investment subsidies	2.6,9	1.626.555,54	1.295.101,52
		<u>1.876.555,54</u>	<u>1.545.101,52</u>
C. Provisions	2.7		
1. Provisions for pensions and similar obligations	10.1	137.787,00	0,00
3. Other provisions	10.2	207.031,68	161.467,50
		<u>344.818,68</u>	<u>161.467,50</u>
D. Non-subordinated debts	2.8,11		
4. Trade creditors			
a) becoming due and payable within one year		563.173,36	870.981,92

8. Tax and social security debts			
a) Tax debts		71.920,06	97.852,80
b) Social security debts		77.107,92	64.199,81
5. Other creditors			
a) becoming due and payable within one year		764,00	964,00
		<u>712.965,34</u>	<u>1.033.998,53</u>
E. Deferred income	2,9,12	1.408.411,15	985.164,62
Total Liabilities		<u>4.342.750,71</u>	<u>3.725.732,17</u>

*Profit and loss account for the year ended 31 December 2014
(Denominated in EUR)*

	Notes	31.12.2014 EUR	31.12.2013 EUR
A. CHARGES			
1. Use of merchandise, raw materials and consumable materials		80.831,50	145.186,44
2. Other external charges	15	2.659.605,11	2.580.474,27
3. Staff costs	13		
a) Salaries and wages		3.215.705,45	2.461.172,36
b) Social security on salaries and wages		376.908,70	296.246,31
c) Supplementary pension costs	10.1	<u>137.787,00</u>	<u>0,00</u>
		<u>3.730.401,15</u>	<u>2.757.418,67</u>
4. Value adjustments			
a) on formation expenses and on tangible and intangible fixed assets	3,4	287.613,78	125.250,41
5. Other operating charges	16	115.778,21	167.448,11
8. Interest and other financial charges			
b) other interest and charges		0,00	7.248,47
9. Extraordinary charges		31,30	1.023,12
11. Other taxes not included in the previous caption		0,00	4,00
12. Profit for the financial year		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
Total Charges		<u>6.874.261,05</u>	<u>5.784.053,49</u>
	Notes	31.12.2014 EUR	31.12.2013 EUR
B. INCOME			
5. Other operating income	17	6.872.762,11	5.780.310,26
8. Other interest and other financial Income			
b) other interest and financial income		1.498,94	3.743,23
12. Loss for the financial year		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
Total Income		<u>6.874.261,05</u>	<u>5.784.053,49</u>

Notes to the annual accounts

Note 1. General information. Max Planck Institute Foundation Luxembourg (hereafter the “Foundation”) was incorporated on 28 March 2012 in the form of a Foundation in accordance with the law of Luxembourg of 21 April 1928 for an unlimited period.

The registered address of the Foundation is L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker registered with the Luxembourg Register of Companies under the number G 219.

The financial year of the Foundation starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Mission of the Foundation

The mission of the Foundation is the promotion of science and research, stated as follows in the articles of foundation:

The purpose of the Foundation shall be realised by the establishment and maintenance of an internationally staffed research institute with the name “Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law”.

It shall undertake the following tasks - listed by way of example:

- Conceive and carry out academic research projects in the field of contract law; academic cooperation with universities - specifically the University of Luxembourg - and non-university research institutions.
- Support junior researchers.

The Foundation shall establish internal rules to carry out its research and administrative tasks.

Non-profit Status

(1) The Foundation shall pursue exclusively and directly non-profit purposes.

(2) The Foundation shall act selflessly. It shall not primarily pursue economic purposes of its own. The funds of the Foundation may be utilised only for the statutory purposes set down in § 3. No person may profit from expenditure which is alien to the Foundation's purpose or from disproportionately high remunerations.

Assets of the Foundation

(1) The foundation capital amounts to EUR 250.000,00.

(2) The income of the Foundation shall consist of:

a) Funds from the Grand Duchy of Luxembourg (hereafter the “GDL”) in accordance with the Cooperation Agreement of 20 May 2009 between the GDL and the Max Planck Gesellschaft, put into concrete terms in the Funding Agreement between the GDL and the Foundation. Based on the Luxembourg law of 25 November 2014, the GDL is authorized to subsidize the Foundation for a period of thirty years and up to EUR 12.000.000 per year.

b) Additional income shall be possible in particular:

1. From the profits of the Foundation's assets;

2. From donations, bequests, financial support and subsidies (third-party funds) of all kind. The acceptance of donations and bequests shall be subject to the provisions of Articles 16 and 36 of the Luxembourg Law on Foundations of 21 April 1928 as amended.

3. From subsidies on European projects.

Note 2. Summary of significant accounting policies.

2.1 - Basis of preparation

The financial statements are established in conformity with the Luxembourg law of 30 July 2013, amending the law of 19 December 2002 and 10 December 2010, and with the generally accepted accounting principles.

2.2 - Foreign currency translation

The books of the Foundation are kept in euros (EUR). Assets and liabilities expressed in currencies other than euros are translated into euros at the rates of exchange prevailing at the dates of the transactions.

Current assets and liabilities expressed in foreign currencies are translated into EUR at the exchange rate prevailing at year end.

Fixed assets, income and charges expressed in foreign currencies are translated into EUR at the exchange rate prevailing at the date on which the transaction took place.

Realized exchange gains and losses and unrealized exchange losses were recorded in the statements of profit and loss, whereas unrealized exchange gains are not accounted for, except for cash at bank or in hand.

2.3 - Fixed assets

Tangible and intangible fixed assets are valued at the historic purchase price and are depreciated referring to the straight-line method over their estimated useful economic lives.

The depreciation rates are as follows:

- Intangible fixed assets	3 years
- Tangible fixed assets	
* plant and machinery	5 years
* other fixtures and fittings, tools and equipment	3 - 10 years
* building	5 - 6 years

If tangible fixed assets suffered a durable depreciation in value, an additional value adjustment is recorded to reflect this loss at the end of the financial year. These value adjustments will not continue if the reason for which the value adjustments were made has ceased to apply.

2.4 - Debtors

Debtors are valued at their nominal value. They are subject to value adjustments where their recovery is compromised. These value adjustments are not continued if the reasons for which the value adjustments were made have ceased to apply.

2.5 - Deferred charges

This asset item includes expenditures incurred during the financial year but relating to a subsequent financial year.

2.6 - Capital investment subsidies

The amount recorded under investment subsidies covers the acquisition costs of the fixed assets and is subject to adjustments according to the value adjustments of the related fixed assets. The depreciation of the capital investment subsidies is recorded under the caption “Other operating income”.

2.7 - Provisions

Provisions for liabilities and charges are intended to cover losses or debts the nature of which is clearly defined and which, at the date of the balance sheet are either likely to be incurred or certain to be incurred but uncertain as to their amount or as to the date on which they will arise.

2.8 - Debts

Debts are recorded at their reimbursement value except if they are less than the nominal value.

2.9 - Deferred income

This liability item includes income received during the financial year but relating to a subsequent financial year.

2.10 - Revenue recognition

Based on the Funding agreement concluded on 7 June 2009 the Foundation is financially supported by the GDL in the form of annual, non-returnable financial payments (institutional funding) on the basis of the credit facilities planned in the overall budget of the GDL for the relevant year. The annual funding is agreed between the parties based on the annual budget introduced by the Foundation and approved within the State budget. Revenue is recognised based on the actual costs eligible in the context of the funding agreement up to the amount of the state budget.

Cash funds not used at the end of the funding year do not need to be paid back to the GDL as a rule and will be transferred into the next funding year and considered as a deferred income. In the event that unforeseeable expenditure of the Foundation threatens to exceed the amount of the funding agreed by the annual budget, the Foundation and the GDL shall agree in good time on an increase or an early requisition of the approved funding.

Note 3. Intangible fixed assets. The movements for the year are as follows:

	Concessions, patents, Total licences, trademarks and similar rights and assets EUR	Total EUR
Gross book value - opening balance	184.364,85	184.364,85
Additions for the year	83.823,69	83.823,69
Disposals for the year	0,00	0,00
Gross book value - closing balance	268.188,54	268.188,54
Accumulated value adjustments - opening balance	(24.093,36)	(24.093,36)
Allocations for the year	(79.247,05)	(79.247,05)
Reversals for the year	0,00	0,00
Accumulated value adjustments - closing balance	(103.340,41)	(103.340,41)
Net book value - closing balance	164.848,13	164.848,13
Net book value - opening balance	160.271,49	160.271,49

Note 4. Tangible fixed assets. The movements for the year are as follows:

	Building third party's land EUR	Plant and machinery EUR	Other fixtures and fitting, tools and equipment EUR	Payments on account EUR	Total EUR
Gross book value - opening balance	96.086,00	14.888,31	1.089.196,38	43.329,00	1.243.499,69
Additions for the year	56.992,63	0,00	387.810,37	133.770,12	578.573,12
Disposals for the year	0,00	0,00	0,00	(43.329,00)	(43.329,00)
Gross book value - closing balance	153.078,63	14.888,31	1.477.006,75	133.770,12	1.778.743,81
Accumulated value adjustments					
- opening balance	(18.177,06)	(867,62)	(89.624,98)	0,00	(108.669,66)
Allocations for the year	(16.964,21)	(2.977,66)	(188.424,85)	0,00	(208.366,73)
Reversals for the year	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Accumulated value adjustments					
- closing balance	(35.141,27)	(3.845,28)	(278.049,83)	0,00	(317.036,39)
Net book value - closing balance	117.937,36	11.043,03	1.198.956,92	133.770,12	1.461.707,42
Net book value - opening balance	77.908,94	14.020,69	999.571,40	43.329,00	1.134.830,03

The on-account payments in the total of EUR 133.770,12 (31 December 2013: EUR 43.329,00) concerns the acquisition of other fixtures and fittings, tools and equipment which will be subject to value adjustment starting in the following financial year.

Note 5. Financial fixed assets. The financial fixed assets concern rent deposits which are not subject to value adjustments.

Note 6. Debtors. Trade receivables are mainly composed of unbilled sales for EUR 81.425,77.

The amount recorded under the caption "Other receivables - becoming due and payable within one year" comprises mainly advances and payments for EUR 104.284,01 and the remaining balance of state subsidies receivable for the financial year 2014 for EUR 814.606,00.

Note 7. Deferred charges. The regularization account comprises mainly deferred charges concerning the following financial year totaling in the amount of EUR 66.793,86.

Note 8. Subscribed capital. The subscribed capital of the Foundation is fixed in the amount of EUR 250.000,00 and has been fully paid in during the financial year 2014.

Note 9. Capital investment subsidies. capital investment subsidies are related to the following assets:

	Gross book value	Depreciation	Net book value	Net book value
	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
Concessions, patents, licences, trademarks and similar rights and assets	268.188,54	(103.340,41)	164.848,13	160.271,49
Building third party's land	153.078,63	(35.141,27)	117.937,36	77.908,94
Plant and machinery	14.888,31	(3.845,28)	11.043,03	14.020,69
Other fixtures and fittings, tools and equipment	1.477.006,75	(278.049,83)	1.198.956,92	999.571,40
Payments on account and tangible fixed asset	133.770,12	0,00	133.770,12	43.329,00
TOTAL	2.046.932,34	(420.376,80)	1.626.555,54	1.295.101,52

Note 10. Provisions.

10.1 - Provisions for pensions and similar obligations

The Foundation has set up during the year a defined benefit pension plan for its Directors. The reserve created at the end of the year amounts to EUR 137.787,00.

10.2 - Other Provisions

Other provisions are composed of advisory fees for EUR 28.175,00, rental charges for EUR 137.631,74 and holidays carried over for EUR 41.224,94.

Note 11. Non-subordinated debts. The Foundation has no liabilities becoming due and payable after more than one year.

Note 12. Deferred income. The deferred income comprises the amount of state subsidies granted for the financial year 2014 exceeding the investments and operating expenses which became effective during the financial year 2014 as well as part of an on-account payment received with regard to a grant agreement with the European Commission,

Note 13. Staff. The Foundation employed an average of 61,90 full-time equivalent persons as at 31 December 2014 (31 December 2013: 48,10).

Note 14. Advances and loans granted to the members of the management and supervisory bodies. The Foundation has granted cash advances during the financial year 2014 to the members of the Management bodies in an amount of EUR 10.000,00, presented in the balance sheet under the caption "Other receivables -becoming due and payable within one year". As at 31 December 2014, the balance of the related common agreement remaining in force until April 2015 and bearing no interest amounts to EUR 7.233,95.

Note 15. Other external charges. Other external charges are mainly composed of rental fees for EUR 1.647.250,88, library expenses for EUR 435.427,49, consulting fees for EUR 202.272,57 and travel expenses for EUR 94.651,12.

Note 16. Other operating charges. Other operating charges are mainly composed of software licenses for EUR 29.110,49 and non-deductible VAT for EUR 85.848,77.

Note 17. Other operating income. Other operating income is mainly composed of state subsidies granted for the financial year 2014.

Note 18. Off-balance sheet commitments.

18.1 - Bank guarantees

The Foundation has received guarantees from the bank BGL BNP Paribas amounting to EUR 4.800,00 to cover the rent deposit of 2 flats in Luxembourg (EUR 2.400,00 for each flat).

18.2 - Grant agreement with the European Commission

The project named “The implementation of the new insolvency regulation - improving cooperation and mutual trust” has been concluded in the financial year 2014 between the Foundation and the European Commission. The agreement has started on 01 April 2014 for 24 months.

In conformity with the contract, the Foundation received a pre-financing payment of EUR 39.948,25 on 21 March 2014 which represents 80% of the total contribution for the Foundation. For the year 2014; EUR 14.980,59 have been recognised as revenue under the caption “other operating income” and EUR 24.967,66 relate to the remaining period and have been recorded under the caption “Deferred income”.

Budget 2015 en KEURO

Frais opérationnels	
Dépenses opérationnelles	9 297
Salaires	5 857
Employés seniors	1 997
Autres employés	3 860
Dépenses opérationnelles	1 700
Autres dépenses opérationnelles	1 740
Dépenses locatives pour bureaux	1 522
	<u>10 819</u>
Investissement	
TOTAL	<u>10 819</u>

Référence de publication: 2015076169/291.

(150086844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Luxembourg Investment Company 44 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 195.063.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société daté du 30 avril 2015

En date du 30 avril 2015, l'associé de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., en tant que gérant unique et ce avec effet au 30 avril 2015;

- De nommer Dominic Bursucanu, né le 15 mars 1973 à Hellbronn, Allemagne, demeurant professionnellement au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée et ce avec effet au 30 avril 2015;

- De nommer John Sutherland, né le 2 décembre 1964 à Lower Hutt, Nouvelle Zélande, demeurant professionnellement au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée et ce avec effet au 30 avril 2015;

- De nommer Colin Cheesman, né le 22 septembre 1964 à Fareham, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée et ce avec effet au 30 avril 2015;

- De nommer Martin Payne, né le 26 septembre 1974 à Ashford, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 201 Bishopsgate, Londres, EC2M 3BN, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée et ce avec effet au 30 avril 2015;

- De transférer le siège social de la Société du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg avec effet au 30 avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015074660/30.

(150084829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 187.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 160.476.

—
In the year two thousand fifteen, on the twenty-seventh day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) NW Europe (No.2) Limited Partnership, a limited partnership organized and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnerships Act 1907 with registered number LP014408, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States,

duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2) NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, a limited partnership organized and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnerships Act 1907 with registered number LP014410, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States,

duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

3) Northwood Employees Limited Partnership, a limited partnership, incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, with registered number 5088336 and having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle 19808, USA, itself represented by its general partner Northwood GP LLC,

duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

4) NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership, a limited partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnership Act 1907, under registration number LP 14417, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States,

duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of NW Europe Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 160.476, having its registered office 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 20 April 2011 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1523 on 9 July 2011 (the "Company"). The articles of incorporation were amended for the last time on 20 January 2015 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A. The Shareholders declared and requested the notary to record what follows:

The Shareholders together hold one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class A Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class B Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class C shares, two million five hundred thousand (2,500,000) Class D Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class E Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class F Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class G Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class H Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class I, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class J Shares, two million two hundred fifty thousand (2,500,000) Class K Shares and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class L Shares in issue in the Company.

B. The Shareholders, representing the entire share capital of the Company, then declared and requested the undersigned notary to record the following resolutions taken by unanimous vote of the Shareholders:

First Resolution

The Shareholders resolve to create a new class "M" of shares (the "Class M Shares") within the share capital of the Company. The Class M Shares shall reflect the Company's investments in NW Spectrum Point Holdings Limited and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investments. The Class M Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the resolutions here below.

Second Resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) so as to raise it from its present amount of one hundred seventy-five thousand Euro (EUR 175,000.-), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class A Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class B Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class C Shares, two million five hundred thousand (2,500,000) Class D Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class E Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class F Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class G, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class H Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class I Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class J Shares, two million five hundred thousand (2,500,000) Class K Shares and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class L Shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, up to an amount of one hundred eighty-seven thousand five hundred euro (EUR 187,500) by the creation and issue of one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class M Shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

Thereupon, NW Europe (No.2) Limited Partnership, pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for one million two hundred two thousand one hundred twenty-five (1,202,125) Class M Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand twenty-one euro and twenty-five cents (EUR 12,021.25).

Thereupon, Northwood Employees Limited Partnership, pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for forty-seven thousand eight hundred seventy-five (47,875) Class M Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to four hundred seventy-eight euro and seventy-five cents (EUR 478.75).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as now available to the Company as has been proved to the undersigned notary.

Third Resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend article 6 of the Company's articles of incorporation in the following manner:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at one hundred eighty-seven thousand five hundred euro (EUR 187,500) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class A shares (the "Class A Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B shares (the "Class B Shares"), one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) class C shares (the "Class C Shares"), two million five hundred thousand (2,500,000) class D shares (the "Class D Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class E shares (the "Class E Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class F shares (the "Class F Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class G shares (the "Class G Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class H shares (the "Class H Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class I shares (the "Class I Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class J shares (the "Class J Shares"), two million five hundred thousand (2,500,000) class K shares (the "Class K Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class L shares (the "Class L Shares") and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class M shares (the "Class M Shares" and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares, the Class J Shares, the Class K Shares and the Class L Shares, the "Classes of Shares" and each a "Class of Shares"), with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. The Company may issue additional classes of shares. Each Class of Shares shall be exclusively entitled to all proceeds relating to a specific investment.

The Class A Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW DP Investment S.à r.l., such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class B Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW One Warrington S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class C Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Finance Company S.à r.l. and NW G Holding S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class D Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW S Holdings S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class E Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to Finsbury Dials such as returns on capital, dividend

distributions, loan repayments or interest. The Class F Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW 90 LA Holdco Limited and NW 90 LA Holdings Limited such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class G Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Diagonal Mar B.V. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class H Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW HSQ S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class I Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW FSP S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class J Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Templar House Holdco Limited and NW Templar House Limited such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class K Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW PM 1 S.à r.l. and NW PM 2 S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class L Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW UK Portfolio Topco Limited (Jersey) such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class M Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Spectrum Point Holdings Limited such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest.

Any proceeds unrelated to NW DP Investment S.à r.l., NW One Warrington S.à r.l., NW Finance Company S.à r.l., NW G Holding S.à r.l., NW S Holdings S.à r.l., Finsbury Dials, NW 90 LA Holdco Limited, NW 90 LA Holdings Limited, NW Diagonal Mar B.V., NW HSQ S.à r.l., NW FSP S.à r.l., NW Templar House Holdco Limited, NW Templar House Limited, NW PM 1 S.à r.l., NW PM 2 S.à r.l., NW UK Portfolio Topco Limited or NW Spectrum Point Holdings Limited shall be distributed equally among all shareholders pro rata to the number of shares held by each of them.

In addition to the issued share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Class of Shares in addition to its nominal value is transferred. The premium account shall remain allocated and reserved to the relevant Class of Shares. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of the relevant Class of Shares which the Company may repurchase only from the holder(s) of shares of such Class of Shares, to offset any net realized losses with respect to such Class of Shares, to make distributions to the holder(s) of such Class of Shares in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve pro rata to the amount of profits produced by such Class of Shares."

Fourth Resolution

The Shareholders resolve to authorize any manager of the Company, acting with full power of substitution, to record the resolutions adopted above in an appropriate manner in the Company's books and accounts.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at approximately EUR 2,000.-

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that, on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by name, first name, civil status and residence, this proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-sept mars.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) NW Europe (No.2) Limited Partnership, une société en commandite organisée et existant sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP014408, agissant via son commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Alberta, agissant via son commandité Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Gersende Masfayon, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

2) NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, une société en commandite organisée et existant sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP014410, agissant via son commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Alberta, agissant via son commandité Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Gersende Masfayon, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

3) Northwood Employees Limited Partnership, une société en commandite, constituée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware, enregistrée sous le numéro 5088336 et ayant son siège social au c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle 19808, Etats-Unis d'Amérique, agissant via son commandité Northwood GP LLC,

ici représentée par Gersende Masfayon, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

4) NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership, une société en commandite, organisée et existant sous les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP14417, agissant via son commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Aiberta, agissant via son associé gérant commandité Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Gersende Masfayon, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés (les «Associés») de NW Europe Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.476, ayant son siège social au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée en date du 20 avril 2011 suivant un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1523 le 9 juillet 2011 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte passé le 20 janvier 2015 par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Les Associés ont déclaré et requis le notaire instrumentant de prendre acte des résolutions suivantes:

Les Associés ensemble détiennent un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe A, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe B, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe C, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe D, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe E, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe F, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe G, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe H, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe I, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe J, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe K et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe L émises par la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société.

B. Les Associés, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont ensuite déclaré et requis du notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes adoptées par un vote unanime des Associés:

Première Résolution

Les Associés décident de créer une nouvelle classe «M» de parts sociales au sein du capital social de la Société (les «Parts Sociales de Classe M»). Les Parts Sociales de Classe M refléteront les investissements de la Société dans NW Spectrum Point Holdings Limited et donneront droit à ce titre à tous les produits découlant de ces investissements. Les Parts Sociales de Classe M auront des droits et des obligations spécifiques exposés dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions ci-dessous.

Deuxième Résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500) pour le porter de son montant actuel de cent soixante- quinze mille Euro (EUR 175.000), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe A, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe B, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe C, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe D, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe E, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe F, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe G, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe H, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe I, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe J, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe K et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe L, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euro (EUR 187.500) par la création et l'émission d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe M, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription et paiement

NW Europe (No.2) Limited Partnership, susmentionnée, ici représentée comme indiqué, déclare alors souscrire un million deux cent deux mille cent vingt-cinq (1.202.125) Parts Sociales de Classe M et de les payer entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de douze mille vingt et un euro et vingt-cinq centimes (EUR 12.021,25).

Northwood Employees Limited Partnership, susmentionnée, ici représentée comme indiqué, déclare alors souscrire à quarante-sept mille huit cent soixante-quinze (47.875) Parts Sociales de Classe M et de les payer entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de quatre cent soixante-dix-huit euro et soixante-quinze centimes (EUR 478,75).

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième Résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société de la façon suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 187.500) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales de Classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe G (les «Parts Sociales de Classe G»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe H (les «Parts Sociales de Classe H»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe I (les «Parts Sociales de Classe I»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe J (les «Parts Sociales de Classe J»), deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales de Classe K (les «Parts Sociales de Classe K»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe L (les «Parts Sociales de Classe L») et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe M (les «Parts Sociales de Classe M») et ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I, les Parts Sociales de Classe J, les Parts Sociales Classe K et les Parts Sociales de Classe L, les «Classes de Parts Sociales» et chacune une «Classe de Parts Sociales»), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Chacune des parts sociales donne droit à une voix aux assemblées ordinaires et extraordinaires. La Société peut émettre des classes de parts sociales additionnelles. Chaque Classe de Parts Sociales donnera exclusivement droit à tous les produits relatifs à un investissement spécifique.

Les Parts Sociales de Classe A donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW DP Investment S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe B donne droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW One Warrington S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe C donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Finance Company S.à r.l. et NW G Holdings S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe D donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW S Holding S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe E donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à Finsbury Dials, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe F donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW 90 LA Holdco Limited et NW 90 LA Holdings Limited, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe G donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Diagonal Mar BV, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe H donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW HSQ S.à r.l. tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe I donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW FSP S.à r.l. tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe I donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW FSP S.à r.l. tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe J donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Templar House Holdco Limited et NW Templar House Limited, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe K donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW PM 1 S.à r.l. et NW PM 2 S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe L donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW UK Portfolio Topco Limited (Jersey), tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts

Sociales de Classe M donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Spectrum Point Holdings Limited, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts.

Les produits n'étant reliés ni à NW DP Investment S.à r.l., NW One Warrington S.à r.l., NW Finance Company S.à r.l., NW G Holding S.à r.l., NW S Holdings S.à r.l., Finsbury Dials, NW 90 LA Holdco Limited, NW 90 LA Holdings Limited, NW Diagonal Mar B.V., NW HSQ S.à r.l., NW FSP S.à r.l., NW Templar House Holdco Limited, NW Templar House Limited, NW PM 1 S.à r.l., NW PM 2 S.à r.l., NW UK Portfolio Topco Limited (Jersey) ou NW Spectrum Point Holdings Limited seront distribués de façon équitable parmi tous les associés au prorata du nombre de parts sociales détenu par chacun d'eux.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être mis en place, auquel toute prime d'émission payée pour toute Classe de Parts Sociales en plus de sa valeur nominale peut être transférée. Le compte prime d'émission doit rester alloué et réservé à la Classe de Parts Sociales concernée. Le montant du compte prime d'émission peut être utilisé pour le paiement des parts sociales de la Classe de Parts Sociales concernée que la Société peut racheter seulement au(x) propriétaire(s) des parts sociales de ladite Classe de Parts Sociales, pour compenser les pertes nettes réalisées en respect de cette Classe de Parts Sociales, pour faire des distributions au(x) propriétaire(s) de ladite Classe de Parts Sociales sous la forme de dividendes ou pour allouer des fonds à la réserve légale au prorata du montant des profits réalisés par ladite Classe de Parts Sociales.»

Quatrième Résolution

Les Associés décident d'autoriser tout gérant de la Société agissant avec les pleins pouvoirs de substitution d'enregistrer les résolutions adoptées ci-dessus de la façon la plus appropriée dans les livres et comptes de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société a raison de la présente augmentation de capital, est évalué à environ EUR 2.000,-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande des comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. MASFAYON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 1^{er} avril 2015. Relation: 1LAC/2015/. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Référence de publication: 2015076233/325.

(150086919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

**Simon International Finance, Société en Commandite par Actions,
(anc. Simon CP 2).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.224.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of May,

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the Meeting) of Simon CP 2, a société en commandite par actions existing and formed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of commerce and companies under number B 191.224 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary then residing in Esch-sur-Alzette, dated October 2, 2014, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations under number 3523 dated November 24, 2014. The articles of association of the Company have not been amended since.

The Meeting is presided by Peggy Simon, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, in the chair,

who appoints as secretary Claudine Schoellen, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Peggy Simon, prenamed, is elected as scrutineer by the Meeting.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. waiver of the convening notices;
 2. change of the name of the Company from “Simon CP 2” into “Simon International Finance”;
 3. amendment of article 1 paragraph 1 of the Company's articles of association, as a consequence of the second resolution;
- and
4. miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties, the bureau of the Meeting and the instrumenting notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. - As appears from the said attendance list, all the issued share capital of the Company is represented at the Meeting, so that the Meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company having been duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change the name of the Company from “Simon CP 2” into “Simon International Finance”.

Third resolution

As a consequence of the second resolution, the Meeting resolves to amend article 1 paragraph 1 of the Company's articles of association which shall now read as follows:

“ **Art. 1. Name / Types of Shareholders.** The name of the company is “Simon International Finance” (the Company). The Company is a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).”

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document, having been read to the appearing parties, was signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour du mois de mai,

Par-devant Nous Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de Simon CP 2, une société en commandite par actions constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.224 (la Société). La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Francis Kessler, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 3523 en date du 24 novembre 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

L'Assemblée est sous la présidence de Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt,

qui désigne comme secrétaire Claudine Schoellen, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Peggy Simon, prénommée, est choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. renonciation aux convocations préalables;
2. modification de la dénomination sociale de la Société de «Simon CP 2» en «Simon International Finance»;
3. modification de l'article 1 paragraphe 1 des statuts de la Société en conséquence de la deuxième résolution; et

4. divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistré.

III.- A la vue de la liste de présence sus mentionnée, l'entière du capital social émis de la Société est représentée à l'Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis l'Assemblée, après délibération, a pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux convocations préalables, les actionnaires de la Société ayant été régulièrement convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société de «Simon CP 2» en «Simon International Finance».

Troisième résolution

Suite à la deuxième résolution, l'Assemblée décide de modifier l'article 1 paragraphe 1 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination / Types d'actionnaires.** Le nom de la société est "Simon International Finance" (la Société). La Société est une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

Le notaire soussigné, qui connaît l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte en original.

Signé: P. SIMON, C. SHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 mai 2015. Relation: GAC/2015/4194. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015077315/105.

(150088019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Languard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 189.397.

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of the month of May.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Widar - Società Fiduciaria e di Revisione S.p.A. , whose registered office is at 32, via Firenze, 00184 Roma, Italy and registered under number 1128775 (the "Sole Shareholder"), represented by Mr Carlo Micheli, residing in the United-Kingdom, pursuant to a proxy dated 6 May 2015 (such proxy to be registered together with the present deed),

being the sole shareholder of Languard S.A. (the "Company"), a société anonyme with its registered office at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B189397, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated 31 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 9 October 2014 number 2824.

The appearing party, represented as stated above, declared and the notary recorded as follows:

I. That the appearing party is the sole shareholder of the Company and holds thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1) each issued in registered form only in the Company so that the entire share capital is represented and decisions can be validly taken by the Sole Shareholder.

II. That the Sole Shareholder wishes to take decisions on the item on the following agenda.

Agenda

- Reorganisation of the share capital of the Company by (it being noted that all the following items are interrelated and shall be adopted as a single resolution):

A. Creating two (2) different classes of shares, namely class A shares and class B shares and determining the rights and obligations thereof by amending the articles of association as set forth in item D below;

B. Reclassifying the thirty-one thousand (31,000) shares currently in issue in the Company into thirty-one thousand (31,000) class A shares;

C. Increasing the issued share capital of the Company by an amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000) so as to raise it from its current amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) to eighty-one thousand Euro (EUR 81,000) by the issue of one thousand four hundred (1,400) new class A shares and forty-eight thousand six hundred (48,600) new class B shares of a par value of one Euro (EUR 1) each for a total subscription price of twenty three million seven hundred and seventy-one thousand four hundred and eleven Euro (EUR 23,771,411) (the "Subscription Price"); subscription to the new shares by the sole shareholder and payment of the Subscription Price by way of a contribution in kind consisting of a 95% stake in Micheli Associati S.r.l., an Italian company whose registered office is at 11, via Giovannino De Grassi, 20123 Milano, Italy and registered under number 514920, held by the sole shareholder; approval of the valuation of the contribution in kind; allocation of fifty thousand Euro (EUR 50,000) out of the Subscription Price to the share capital and the remaining amount to a reserve account of the Company which shall be freely distributable;

D. Consequential amendment and restatement of the articles of association of the Company to provide for the resolutions above, the rights and obligations of the class A shares and class B shares, the different classes of shares and such other amendments as set forth in the amended and restated articles attached to the proxy

The above having been approved, the Sole Shareholder resolved as follows:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to reorganize the capital structure of the Company as follows.

The Sole Shareholder resolved to create two (2) different classes of shares, namely class A shares and class B shares. The Sole Shareholder resolved that the class A shares and the class B shares shall have the rights and obligations as set forth in the amended and restated articles of association of the Company resolved upon below.

The Sole Shareholder resolved to reclassify the 31,000 shares currently in issue as class A shares.

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000) so as to bring it from its current amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) to eighty-one thousand Euro (EUR 81,000) by the issue of one thousand four hundred (1,400) new class A shares and forty eight thousand six hundred (48,600) new class B shares of a par value of one Euro each (EUR 1).

Thereupon, the Sole Shareholder, represented by Mr Carlo Micheli pursuant to a proxy dated 6 May 2015 (a copy of which shall remain with the present deed to be registered therewith), subscribed to the fifty thousand (50,000) new shares and provided for the payment of the subscription price of twenty three million seven hundred and seventy-one thousand four hundred and eleven Euro (EUR 23,771,411) (the "Subscription Price"). The Subscription Price of the new shares has been fully paid up by way of a contribution in kind made by the sole shareholder to the Company consisting of a 95% stake it holds in Micheli Associati S.r.l. whose registered office is at 11, via Giovannino De Grassi, 20123 Milano, Italy and registered under number 514920 (the "ITA Stake") which has been valued at twenty three million seven hundred and seventy-one thousand four hundred and eleven Euro (EUR 23,771,411). The Sole Shareholder acknowledged and approved the valuation of the contribution in kind as described in a valuation report issued by Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable dated 6 May 2015 on the proposed contribution of the ITA Stake to the Company (the "Valuation Report") (which valuation report shall be annexed hereto to be registered with this deed), the conclusion of which reads as follows: "Nothing has come to our attention that could cause us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the 1.400 new class A shares and 48.600 new class B shares of a par value of EUR 1 each to be issued with a total share premium of EUR 23.721.411.

Our report is issued solely for the purpose of articles 26-1 and 32-1 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies and is not to be used for any other purpose or to be referred to or distributed to any other parties without our prior consent."

Proof of the existence of the contribution in kind and the transfer to the Company of that contribution in kind was shown to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000) out of the Subscription Price to the issued share capital and the remaining amount to a reserve account of the Company which shall be freely distributable, The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company in their entirety to provide for the resolutions above, the rights and obligations of the class A shares and the class B shares, and such other amendments, as set forth below:

AMENDED AND RESTATED ARTICLES OF INCORPORATION

(worded in English followed by a French translation, in case of divergences between the English version and the French translation, the English version shall prevail)

Art. 1. Form and Name. There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter a company in the form of a société anonyme under the name of Languard S.A. (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), and the present articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (“Luxembourg”). It may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the Board (as defined below) or, in the case of a Sole Director (as defined below) by a decision of the Sole Director. It may be transferred to any other place in Luxembourg by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 21. below.

2.2. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

2.3. Where the Board determines that extraordinary political, economic, social, or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company. Such temporary measures will be taken by the Board and notified to the Shareholder(s) of the Company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. Objects.

4.1. The objects of the Company are the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of participations, in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner and the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.2. The Company may borrow in any form and may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt securities.

4.3. The Company may grant loans (whether subordinated or unsubordinated) or other forms of financing and lend funds (including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities) to companies or other entities or enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs.

4.4. The Company may also give guarantees and grant security (including up-stream and cross-stream) in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of any companies or other entities or enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

4.5. In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful for the accomplishment and development of its corporate objects.

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed and issued share capital is set at eighty-one thousand Euro (EUR 81,000) consisting of eighty-one thousand (81,000) shares in registered form divided into thirty-two thousand four hundred (32,400) class A shares and forty-eight thousand six hundred (48,600) class B shares, each share with a nominal value of one Euro (EUR 1) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.

5.2. The Company shall have an authorised capital fixed at eight hundred millions Euro (EUR 800,000,000) consisting of additional eight hundred millions (800,000,000) shares, each with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

The Board is authorised, during a five year period starting on the date of publication of these articles of incorporation in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) to increase the corporate capital from time to time, in whole or in part, by the issue of further shares (and/or instruments convertible into shares or giving right to subscribe to shares) up to the limits of the authorised unissued share capital. The Board is authorised to issue further shares within the authorised un-issued share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board or its delegate(s), while preserving, suppressing or limiting preemptive subscription rights of existing shareholders.

The Board may resolve to issue new shares within the authorised unissued share capital in different classes of shares and to reclassify existing shares into shares of a specific class of shares.

The Board may delegate to any duly authorised officer of the Company or to any other duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increases of capital.

Whenever an increase of issued capital is carried out in accordance with this Article 5, the Board shall take steps to amend this Article 5 in order to record the change in the subscribed capital and unissued authorised capital and the Board is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. A capital increase within the limits of the authorised capital shall be recorded by a notarial deed, at the request of the Board or its delegate(s) against presentation of the documents establishing the subscription and payments.

5.3. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 21 below.

5.4. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

5.5. Any available share premium shall be distributable in the conditions as set out in the present articles of association and, in particular article 19.3.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company may have one shareholder (the “Sole Shareholder”) or several shareholders (the “Shareholders”).

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of the Shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.4. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. In the absence of a specific indication, the address indicated in the share register may be used by the Company. Shareholders may, at any time, change their address by means of a written notification to the Company from time to time.

6.5. Upon the written request of a Shareholder, a certificate recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board. Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Board members or by the delegate of the Board. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

6.6. The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder (s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

7.2. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Meetings of the Shareholders of the Company.

8.1. In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the “General Meeting”) shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.2. In the case of a sole shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, as long as the Company has only one shareholder, any reference to decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

8.3. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 30th of the month of June at 11 a.m.. If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

8.4. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

8.5. Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 9. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

9.1. The General Meeting will meet upon call by the Board or the statutory auditor, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address set out in the register of Shareholders. If however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

9.2. The notice periods and quorum provided for by the Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

9.3. Each share is entitled to one vote.

9.4. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

9.5. A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, shareholder or not as his proxy in writing whether by letter, by telefax or e-mail received in circumstances allowing confirming the identity of the sender.

9.6. Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Management.

10.1. The Company shall be managed by a board of directors (the "Board") composed of at least three (3) directors who do not need to be Shareholders of the Company. For so long as the Company has a Sole Shareholder or where the Law so allows, the Company may be managed by a sole director (the "Sole Director"). All references herein to the Board shall be deemed to be references to the Sole Director in case there is only a Sole Director.

10.2. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.3. When a legal person is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Law.

10.4. The director(s) shall be elected by the General Meeting. The Shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

10.5. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

10.6. The General Meeting may decide to appoint directors of two different classes, being class A directors and class B directors. Any such classification of directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the directors be identified with respect to the class they belong.

10.7. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 11. Meetings of the Board.

11.1. The Board shall appoint a chairman (the "Chairman") among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting, by simple majority.

11.2. The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. Such notice may be given by the secretary.

11.4. No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether by letter, telefax, or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

11.5. Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing, whether by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender, another director as his or her proxy, without limitation as to the number of proxies which each director may accept and vote provided, however, that at least

two members are either present in person or assist at such meeting by way of any means of communication complying with the requirements set forth in the next paragraph.

11.6. Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board may be held by conference call or video conference only.

11.7. The Board can only deliberate and act validly if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board, including, in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors), at least one class A and one class B director (which may be represented). Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting including, in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors), at least one class A and one class B director (which may be represented). In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

11.8. The Board may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

11.9. This Article 11 does not apply in case the Company is managed by a Sole Director.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director.

12.1. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman of such meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided such meeting or any two directors, and the resolutions passed by the Sole Director are recorded in a decision register held at the Company's registered office.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board, or the Sole Director or any one member of the Board and the secretary.

Art. 13. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 14. Delegation of powers. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the Board or to any manager(s) or other agent(s), who need not be member of the Board or Shareholder, acting alone or in concert. They may constitute committees deliberating under such terms as the Board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be member of the Board or Shareholder and appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

Art. 15. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties, by the signature of the Sole Director, in the case of a Sole Director or by the joint signatures of one director of class A and one director of class B in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) or the sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

If the Board delegates its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company to one or more day-to-day managers (administrateur(s) délégué(s)), the Company will be validly bound by the sole signature of the sole day-to-day manager (or its delegate) or by the joint signature of the day-to-day managers (or their delegate(s)), as the case may be.

Art. 16. Conflict of interests.

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm subsidiary of or affiliated to the Company.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any subsidiary or affiliated company with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director of the Company may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and this transaction, and the director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting.

16.4. If the Company has a Sole Director, the transactions entered into between the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company shall be recorded in the decision register.

16.5. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

Art. 17. Supervisory auditor(s).

17.1. The operations of the Company shall to the extent legally required be supervised by one or several supervisory auditors (commissaire(s) aux comptes). The supervisory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

17.2. The supervisory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The supervisory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January and shall terminate on the 31 December of the same year.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time.

19.2. The General Meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

19.3. Any distribution decided upon by the General Meeting of Shareholders shall be made as follows:

- The holders of class A shares shall be entitled to 90% of the relevant distribution on a pro rata basis.
- The holders of class B shares shall be entitled to 10% of the relevant distribution on a pro rata basis.

19.4. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may, subject to the provisions of this article 19, decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down by law.

19.5. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 20. Dissolution and liquidation.

20.1. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 21. below.

20.2. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding the liquidation. This General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

20.3. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to the holders of shares in the Company in accordance with article 19.

Art. 21. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this amendment to the articles of association are estimated at approximately seven thousand one hundred euros (EUR 7,100.-).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sixième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Widar - Società Fiduciaria e di Revisione S.p.A., dont le siège social se situe au 32, via Firenze, 00184 Rome, Italie, et immatriculée sous le numéro 1128775 (l'«Actionnaire Unique»), représentée par Monsieur Carlo Micheli, demeurant en Grande-Bretagne, en vertu d'une procuration datée du 6 Mai 2015 (cette procuration devant être enregistrée avec le présent acte).

Étant l'actionnaire unique de Languard S.A. (la «Société»), une société anonyme dont le siège social se situe au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B189397, constituée le 31 juillet 2014 par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 9 octobre 2014 numéro 2824.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré et le notaire a acté ce qui suit:

I. Que la partie comparante est l'actionnaire unique de la Société et détient trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune émise sous forme nominative uniquement dans la Société, de sorte que la totalité du capital social est représentée et que l'Actionnaire Unique peut valablement prendre des décisions.

II. Que l'Actionnaire Unique souhaite prendre des décisions sur le point porté à l'ordre du jour suivant

Ordre du jour

- Réorganisation du capital social de la Société par (étant précisé que tous les points suivants sont étroitement liés et seront adoptés en tant que résolution unique):

A. la création de deux (2) classes différentes d'actions, à savoir les actions de classe A et les actions de classe B, et la détermination des droits et obligations de celles-ci en modifiant les statuts comme énoncés au point D ci-dessous;

B. la reclassification des trente-et-un mille (31.000) actions actuellement émises dans la Société en trente-et-un mille (31.000) actions de classe A;

C. l'augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de cinquante mille euros (50.000 EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000 EUR) à quatre-vingt-un mille euros (81.000 EUR) par l'émission de mille quatre cents (1.400) nouvelles actions de classe A et quarante-huit mille six cents (48.600) nouvelles actions de classe B d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune pour un prix total de souscription de vingt-trois millions sept-cent soixante et onze mille quatre cent onze euros (23.771.411 EUR) (le «Prix de Souscription»); souscription aux nouvelles actions par l'actionnaire Unique et paiement du Prix de Souscription par un apport en nature composé d'une participation de 95% dans Micheli Associati S.r.l., une société italienne dont le siège social se situe au 11, via Giovannino De Grassi, 20123 Milan, Italie, et immatriculée sous le numéro 514920 détenue par l'actionnaire unique; approbation de l'évaluation de l'apport en nature; affectation de cinquante mille euros (50.000 EUR) provenant du Prix de Souscription au capital social et du solde à une réserve de la Société qui sera librement distribuable;

D. la modification et refonte en conséquence des statuts de la Société afin de prévoir les résolutions ci-dessus, les droits et obligations des actions de classe A et des actions de classe B, les différentes classes d'actions ainsi que les autres modifications énoncées dans les statuts modifiés et refondus annexés à la procuration.

Après avoir approuvé ce qui précède, l'Actionnaire Unique a décidé ce qui suit:

Résolution unique

L'Actionnaire Unique a décidé de réorganiser la structure du capital de la Société comme suit.

L'Actionnaire Unique a décidé de créer deux (2) classes différentes d'actions, à savoir les actions de classe A et les actions de classe B. L'Actionnaire Unique a décidé que les actions de classe A et les actions de classe B auraient les droits et obligations indiqués dans les statuts modifiés et refondus de la Société décidés ci-dessous.

L'Actionnaire Unique a décidé de reclasser les 31.000 actions actuellement émises en actions de classe A.

L'Actionnaire Unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cinquante mille euros (50.000 EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000 EUR) à quatre-vingt-un mille euros (81.000 EUR) par l'émission de mille quatre cents (1.400) nouvelles actions de classe A et de quarante-huit mille six cents (48.600) nouvelles actions de classe B d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

À la suite de quoi, l'Actionnaire Unique, représenté par Monsieur Carlo Micheli en vertu d'une procuration datée du 6 mai 2015 (dont une copie restera avec le présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci), a souscrit à cinquante mille (50.000) nouvelles actions et a payé le prix de souscription de vingt-trois millions sept-cent soixante et onze mille quatre cent onze euros (23.771.411 EUR) (le «Prix de Souscription»). Le Prix de Souscription des nouvelles actions a été intégralement payé par voie d'un apport en nature par l'actionnaire unique à la Société composé d'une participation de 95% qu'il détient dans Micheli Associati S.r.l. dont le siège social se situe au 11, via Giovannino De Grassi, 20123 Milan, Italie, et immatriculée sous le numéro 514920 (la «Participation ITA») qui a été évaluée à 23.771.411 euros. L'Actionnaire Unique a reconnu et approuvé l'évaluation de l'apport en nature tel que décrit dans un rapport d'évaluation émis par Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable en date du 6 mai 2015 sur l'apport proposé de la Participation ITA à la Société (le «Rapport d'Évaluation») (lequel sera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec celui-ci), dont la conclusion est la suivante: «Rien n'a été porté à notre attention qui pourrait nous amener à croire que la valeur de l'apport ne correspond pas au moins aux 1.400 nouvelles actions de classe A et 48.600 nouvelles actions de classe B d'une valeur nominale de 1 euro chacune à émettre avec une prime d'émission totale de EUR 23.721.411.

Notre rapport est émis aux seules fins des articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ne doit pas être utilisé à d'autres fins, ni être divulgué ou distribué à d'autres parties sans notre accord préalable».

Preuve de l'existence de l'apport en nature et du transfert à la Société de cet apport en nature a été montrée au notaire soussigné.

L'Actionnaire Unique a décidé d'affecter un montant de cinquante mille euros (50.000 EUR) provenant du Prix de Souscription au capital social émis et le solde, à une réserve de la Société qui sera librement distribuable.

L'Actionnaire Unique a décidé de modifier et de refondre les statuts de la Société dans leur intégralité afin de prévoir les résolutions ci-dessus, les droits et obligations des actions de classe A et des actions de classe B ainsi que les autres modifications énoncées ci-dessous:

STATUTS MODIFIÉS ET REFONDUS

(rédigés en anglais, suivis d'une traduction en langue française; en cas de divergences entre la version anglaise et la traduction française, la version anglaise fera foi)

Art. 1^{er}. Forme et dénomination. Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de Languard S.A. (la «Société») qui sera régie par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi») et les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg»). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil (tel que défini ci-après) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (tel que défini ci-après) par une décision de l'Administrateur Unique. Il pourra être transféré à tout autre endroit au Luxembourg par une par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 21. ci-après.

2.5. La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

2.6. Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise. De tels mesures temporaires seront prises par le Conseil et notifiées à/aux Actionnaire(s) de la Société.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

4.6. La Société a pour objets sociaux l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, directement ou indirectement, de participations dans des sociétés ou autres entités ou entreprises, luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière et l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.7. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette.

4.8. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement et prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des titres représentatifs de dette) à des sociétés ou autres entités ou entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société.

4.9. La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés (y compris par voie de garantie ascendante ou latérale) au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés ou autres entités ou entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

4.10. D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux.

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social souscrit et émis est fixé à quatre-vingt-un mille euros (81.000 EUR) représenté par quatre-vingt-un mille (81.000) actions nominatives divisées en trente-deux mille quatre cents (32.400) actions de classe A et quarante-huit mille six cents (48.600) actions de classe B, chaque action ayant une valeur nominale d'un euro (1€) chacune et les droits et obligations indiqués dans les présents Statuts.

5.2. La Société aura un capital autorisé fixé à huit cent millions euros (800.000.000 EUR) représenté par huit cent millions (800.000.000) actions supplémentaires d'une valeur nominale de à un euro (1 EUR) chacune.

Le Conseil est autorisé, durant une période de cinq ans commençant à la date de la publication de ces statuts au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), d'augmenter à tout moment le capital social, en tout ou en partie, par l'émission d'actions supplémentaires (et/ou d'instruments convertibles en actions ou donnant droit à souscrire à des actions) jusqu'à la limite du capital social autorisé non-émis. Le Conseil est autorisé à émettre des actions supplémentaires dans le cadre du capital autorisé non-émis en contrepartie d'apports en espèces, en nature ou par voie de constitution de primes ou de réserves disponibles ou autrement suivant les termes et conditions déterminés par le Conseil ou son (ses) délégué(s), tout en conservant, supprimant ou limitant les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants.

Le Conseil peut décider d'émettre des nouvelles actions dans le cadre du capital autorisé non-émis en différentes classes d'actions et de reclasser les actions existantes en action de classe spécifique.

Le Conseil peut déléguer à n'importe quel fondé de pouvoir de la Société ou à toute autre personne les missions d'acceptation des souscriptions et de réception des paiements pour les actions représentant tout ou partie de telles augmentations de capital.

Toutes les fois qu'une augmentation de capital émis est réalisée conformément à l'article 5, le Conseil devra prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article 5 afin d'acter le changement du capital souscrit et du capital autorisé non-émis et le Conseil est autorisé à prendre ou autorise à prendre les mesures requises pour l'exécution et la publication d'une telle modification conformément à la loi. Une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé devra être actée par devant notaire, à la demande du Conseil ou de son (ses) délégué(s) sur présentation du document attestant la souscription et les paiements.

5.3. Le capital social pourra être augmenté ou réduit à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 21. ci-après.

5.4. La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

5.5. Tout prime d'émission disponible sera distribuable dans les conditions indiquées dans les présents statuts et notamment à l'article 19.3.

Art. 6. Actions.

6.1. La Société peut avoir un actionnaire unique (l'«Actionnaire Unique») ou plusieurs actionnaires (les «Actionnaires»).

6.2. Les actions sont et resteront nominatives.

6.3. Un registre de(s) Actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout Actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu tel qu'indiqué à la Société, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

6.4. Les Actionnaires fournissent à la Société une adresse à laquelle toute communication et annonce pourra être envoyée. A défaut d'indication spécifique, l'adresse inscrite dans le registre des Actionnaires pourra être utilisée par la Société. Les Actionnaires peuvent, à tout moment, modifier leur adresse au moyen de l'envoi d'une notification écrite à la Société.

6.5. A la requête écrite d'un Actionnaire, un certificat confirmant l'inscription de cet Actionnaire au registre des actionnaires est délivré. Les certificats ainsi émis ont la forme et porte les mentions et numéros d'identification qui seront déterminées par le Conseil. Ces certificats sont signés manuellement ou par facsimilé par un deux membres du conseil ou par le délégué du Conseil. Les certificats perdus, volés ou abîmés sont remplacés par la Société aux conditions de preuve, obligations et indemnités qui seront jugées satisfaisantes par la Société, étant entendu que les certificats abîmés doivent être remis avant que de nouveaux certificats ne soient émis.

6.6. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. En cas d'indivision ou si la propriété d'action(s) est contestée, toutes les personnes alléguant un droit concernant ces actions doivent nommer un seul représentant pour représenter cette/ces action(s) envers la Société. A défaut de nommer un tel représentant, les droits attachés à cette/ces action(s) sont suspendus.

Art. 7. Transfert des actions.

7.1. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

7.2. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblées des Actionnaires de la Société.

8.1. Dans le cas d'une pluralité d'Actionnaires, toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée (l'«Assemblée Générale») représentera l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

8.2. Dans le cas d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

8.3. L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le 30e jour du mois de juin à 11 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

8.4. L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

8.5. D'autres assemblées des Actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation.

9.1. L'Assemblée Générale sera convoquée par le Conseil ou le commissaire aux comptes, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée, au moins huit (8) jours avant l'assemblée, à tout Actionnaire à son adresse portée au registre des Actionnaires. Cependant, si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et s'ils confirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

9.2. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

9.3. Chaque action donne droit à une voix.

9.4. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

9.5. Un Actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire, actionnaire ou non, par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

9.6. Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéoconférence ou moyennant des moyens de communication similaires grâce auxquels (i) les Actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler aux autres participants, (iii) l'assemblée est transmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée moyennant ces moyens est équivalente à une présence physique.

Art. 10. Administration.

10.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration (le «Conseil») composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être Actionnaire de la Société. Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'«Administrateur Unique»). Toutes les références dans les présents Statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

10.2. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme ne pouvant excéder six ans et seront rééligibles.

10.3. Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la «Personne Morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

10.4. Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat.

10.5. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

10.6. L'Assemblée Générale peut décider de nommer des administrateurs de deux classes différentes, à savoir les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B. Toute classification d'administrateurs doit être dûment renseignée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

10.7. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunions du Conseil.

11.1. Le Conseil doit nommer un président (le «Président») parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute

Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

11.2. Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

11.3. Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil. Cet avis de convocation peut être émis par le secrétaire.

11.4. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

11.5. Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit, soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire sans limitation quant aux nombres de procurations qu'un administrateurs pourra accepter et voter à condition, toutefois, qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

11.6. Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil pourra être tenue uniquement au moyen de conférence téléphonique ou visioconférence.

11.7. Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil, comprenant, dans le cas où l'Assemblée Générale des actionnaires a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui peuvent être représentés). Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion, comprenant, dans le cas où l'Assemblée Générale des actionnaires a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui peuvent être représentés). Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

11.8. Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

11.9. Le présent article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique.

12.1. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion ou par quelconque deux administrateurs, et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

12.2. Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique ou un quelconque membre du Conseil d'Administration et le secrétaire.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière des affaires de la Société et de représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à tout membre du Conseil ou à tous gérant(s) ou autre (s) agent(s), qui ne doivent pas nécessairement être membre du Conseil ou Actionnaire, agissant seuls ou conjointement. Ils peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le Conseil. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être membre du Conseil ou Actionnaire, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Administrateur Unique, dans le cas d'un Administrateur Unique ou, par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B dans le cas où l'Assemblée Générale a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs

de classe A et des administrateurs de classe B) ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Si le Conseil délègue ses pouvoirs de gestion journalière de la Société et la représentation de la Société à un ou plusieurs délégués à la gestion journalière (administrateur(s) délégué(s)), la Société sera valablement engagée par la signature unique de l'administrateur délégué (ou de son délégué) ou par la signature conjointe des administrateurs délégués (ou leurs délégués), le cas échéant.

Art. 16. Conflit d'intérêts.

16.1. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondateurs de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

16.2. Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

16.3. Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

16.4. Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

16.5. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire aux comptes.

17.1. Les opérations de la Société seront, dans la mesure où la loi l'exige, surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera (seront) élu(s) pour une période n'excédant pas six ans et sera (seront) rééligible(s).

17.2. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera (seront) nommé(s) par l'Assemblée Générale qui détermine son (leur) nombre, son (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. Le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction peut (peuvent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des bénéfices.

19.1. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

19.2. L'Assemblée Générale des Actionnaires décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

19.3. Toute distribution décidée par l'Assemblée Générale des Actionnaires sera faite comme suit:

- Les porteurs d'actions de classe A auront droit à 90% de la distribution en question de manière proportionnelle.
- Les porteurs d'actions de classe B auront droit à 10% de la distribution en question de manière proportionnelle.

19.4. Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés aux lieux et moments choisis par le Conseil. Le Conseil peut, sous réserve des dispositions du présent article 19, décider de payer des acomptes sur dividendes sous les conditions et dans les limites fixées par la loi.

19.5. Un dividende déclaré mais non payé pour une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, il sera perdu pour celui-ci et retournera à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 20. Dissolution et liquidation.

20.1. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'article 21. ci-après.

20.2. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

20.3. Une fois les dettes, charges et dépenses de liquidation payées, tout solde résultant de la liquidation sera payé aux détenteurs des actions de la Société conformément à l'article 19.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison des présentes modifications statutaires sont estimés à sept mille cent euros (EUR 7.100,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française. À la demande de la même partie comparante et en cas de divergences le entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Après lecture faite du document au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: C. MICHELI, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14377. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076129/714.

(150086676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Hämelmaous S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6466 Echternach, 18, rue de Mungenast.

R.C.S. Luxembourg B 107.478.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 mai 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015076910/10.

(150088687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Gastrom Schmëtt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 98.487.

Extrait de l'Assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2015

Les actionnaires se considérant comme dûment convoqués se sont réunis en Assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ils ont pris la résolution suivante:

Est nommé administrateur délégué à la gestion journalière à partir de ce jour:

Monsieur KUNE Michel, né le 28.11.1963 à Bastogne, demeurant 3, op d'Schmëtt, L-9964 Huldange.

Son mandat prendra fin à la date de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

La société se trouve engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Huldange, le 12 mai 2015.

Pour extrait conforme

GASTROM SCHMËTT SA

Référence de publication: 2015075337/18.

(150085779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.
